

# REVUE de la PRESSE RWANDAISE

Bimensuel qui résume en français les principaux articles de tous les périodiques parus en kinyarwanda (au Rwanda ou dans les pays d'alentour)

## Nouvelle Série : SOMMAIRE DU N° 3 : 16 - 30 octobre 1994

|                               |         |   |
|-------------------------------|---------|---|
| - <b>Imvaho Nshya</b>         | n° 1047 | 19 - 25 octobre 1994<br>pages 2 - 5           |
| - <b>Imvaho Nshya</b>         | n° 1048 | 26 octobre- 1<br>novembre 1994<br>pages 5 - 9 |
| - <b>Le Messenger-Intumwa</b> | n° 44   | 22 octobre 1994<br>pages 9 - 13               |
| - <b>Libération</b>           | n° 1    | octobre 1994<br>pages 13- 14                  |
| - <b>Le Moniteur</b>          | n° 1    | 22-25 octobre 1994<br>pages 14 - 17           |
| - <b>Le Tribun du Peuple</b>  | n° 34   | octobre II 1994<br>pages 17 - 20              |

### REVUE DE PRESSE

Editeur : A.S.B.L. DIALOGUE  
Momentanément en  
Belgique  
322, rue du Noyer  
Tél/Fax : (32.2) 735.39.16

Directeur a.i.: Guy THEUNIS

## **IMVAHO NSHYA n° 1047, 19 - 25 octobre 1994**

**Editorial : Imvaho sort après maintes difficultés,  
Mweusi Karake, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25 octobre 1994,  
page 1**

Le journal "*Imvaho nshya*" n'est pas sorti en temps voulu, faute de moyens matériels et logistiques : l'ORINFOR a été pillé, les téléphones ne fonctionnent pas, l'imprimerie nationale est encore fermée. Certaines personnes souhaitent que le nom du journal change, d'autres préfèrent que le nom reste mais que le contenu soit axé sur la vérité.

**Le 1er octobre : journée pour se délivrer de la dictature  
Hélène Nyirabikali et Louis Sibomana, Imvaho nshya, n°  
1047, 19 - 25 octobre 1994, pages 2 et 9**

Le 1er octobre a été proclamé "fête nationale" en souvenir de l'entrée du FPR au Rwanda, le 1er octobre 1990. Cette journée a été marquée par le défilé militaire de la nouvelle armée, les chants, les danses et les discours de hautes autorités du pays. Dans leurs discours, les dirigeants ont insisté sur la reconstruction du pays et le respect de la personne humaine. Ils ont parlé des martyrs du pays : une journée sera consacrée à leur mémoire. Ils ont condamné les actes de vengeance et de violences ainsi que l'attitude de certaines ONG qui continuent à cultiver l'ethnisme.

**Le problème des logements et des biens pillés est inquiétant  
Immaculée Mukanyonga, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25  
octobre 1994, page 3**

Les anciens réfugiés qui rentrent s'approprient les maisons et les déplacés de guerre qui reviennent trouvent leurs maisons occupées, détruites ou pillées. Le préfet de la Préfecture de Kigali est au courant du problème et il a clairement énoncé sa position au journaliste :

- Les problèmes des maisons devraient être résolus au niveau des cellules et des secteurs ;
- Seuls les propriétaires et les parents directs (femmes et enfants) peuvent réclamer leurs maisons ; les anciens locataires n'y ont pas droit ;
- Les rapports ne parlent pas des agressions commises contre ceux qui réclament leurs biens meubles et immeubles ;

- Les biens pillés mais récupérés par l'Etat ont été stockés à Kanombe; ils seront remis aux vrais propriétaires ou seront mis aux enchères ;
- Il est difficile de contrôler et de récupérer les objets volés et vendus sur les marchés publics.

**Le gouvernement s'est souvenu des siens**  
**Goretti Uwibambe, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25 octobre**  
**1994, page 4**

Les fonctionnaires viennent de recevoir leur premier salaire de deux mois. C'est un soulagement pour eux après tant de mois de privations et de misère. Le directeur général au ministère des Finances a expliqué que cet argent provient des impôts perçus aux douanes. Mais il ne peut garantir que les salaires seront réguliers, puisque les finances de l'Etat sont en mauvais état et qu'il ne peut pas encore être question de voter le budget. Concernant l'appui extérieur, les négociations pour relancer les projets de développement sont en cours avec la Banque Mondiale, le PNUD a promis un expert pour ouvrir le coffre de la Banque nationale. Y reste-t-il quelque chose ?

**L'éducation : ce n'est pas une nouvelle année, c'est le**  
**troisième trimestre de l'année Vénéranda Hategekimana,**  
**Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25 octobre 1994, page 5**

Les écoles primaires ont rouvert leurs portes non pour une année nouvelle mais pour terminer la matière du troisième trimestre 1993-1994. L'année scolaire s'étendra de janvier à août 1995. Au niveau du secondaire, les classes terminales feront le dernier trimestre non suivi d'octobre à décembre 1994. Le reste des classes reprendront en 1995. Il reste beaucoup de problèmes pour remettre toutes les écoles en marche : écoles en ruines, fournitures scolaires pillées, pauvreté des parents, pénurie d'enseignants, beaucoup d'enfants orphelins,.. Certains pays et organismes comme l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM, la Rhénanie Palatinat, la France ont promis leur aide.

*Les membres du gouvernement du nouveau Rwanda. Leurs noms et attributions figurent aux pages 6 et 7 (avec leurs photos)*

**Les amateurs de BRALIRWA ne doivent pas se réjouir trop vite**  
**Goretti Uwibambe, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25 octobre**  
**1994, page 8.**

La BRALIRWA vient de rouvrir ses portes mais elle est confrontée aux problèmes de l'après guerre : elle a été pillée (ordinateurs, sucres, bureaux), les grosses machines ont été endommagées. Elle refait de la bière mais cette dernière est l'objet des spéculations de petits et grands commerçants. Au prix de la Bralirwa, une bouteille de primus coûterait 300 Frw mais elle est

vendue à 600 Frw. Un tableau donne le prix de la bière Primus et Mutzig dans chaque préfecture.

**J'ai retrouvé Kigali habité et bien chaleureux**  
**Vénéranda Hategekimana, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25**  
**octobre 1994, page 9**

La vie a repris à Kigali. Les gens qui se rencontrent s'embrassent, se racontent des histoires même si elles sont tristes. Le commerce a repris ; les marchés se tiennent, les échanges en devises se font devant la poste, les bus et les taxis circulent. Les jeunes se marient. Cette vie apparemment paisible est aux prises avec des problèmes : l'hygiène (amas d'immondice), les disputes pour les maisons, le manque de courant électrique, les règlements de compte et le climat de suspicion.

**Rouler à droite gêne encore**  
**Louis Sibomana, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25 octobre 1994,**  
**page 10.**

Beaucoup d'anciens réfugiés rentrés à Kigali proviennent de pays anglophones : Uganda, Tanzanie, Kenya où on roule à gauche, alors que le code routier rwandais exige la conduite à droite. C'est pourquoi on constate beaucoup de désordres et d'accidents sur les routes du Rwanda. L'O.P.J Higiroti déclare que des mesures ont été prises pour y remédier, notamment un contrôle sérieux sur les routes, le recyclage des chauffeurs, la sécurité des piétons...

**Il y a beaucoup de tristesse dans le domaine de l'information**  
**Louis Sibomana, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25 octobre**  
**1994, page 10**

Le journal publie à la page 10, une liste de 38 journalistes de la presse publique ou privée, victimes des massacres d'avril à juillet 1994.

**Les déplacés de l'Hôtel Mille Collines se sont défendus**  
**Immaculée Mukanyonga, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25**  
**octobre 1994, page 11**

Après la mort de *Kinani*, beaucoup de personnes se sont réfugiées à l'Hôtel des Mille Collines. Mais la vie n'y était pas facile : coût élevé des chambres et des repas, menace des milices *Interahamwe*, amenuisement des provisions en eau et en aliments... Quand le gouvernement intérimaire et le FPR ont décidé de laisser les déplacés choisir leur zone de refuge, la plupart des occupants de l'Hôtel sont allés du côté du FPR.

**Nous n'avons pas d'information sur le secteur des Affaires étrangères**

**Immaculée Mukanyonga, Imvaho nshya n° 1047, 19 - 25 octobre 1994, page 12**

Les ambassadeurs et le personnel diplomatique ont été nommés, mais les ambassades rwandaises restent fermées. Ils ne peuvent pas se rendre à leur nouveau poste de travail à cause des problèmes budgétaires, problèmes qui existaient avant les événements d'avril 1994 puisque certaines ambassades avaient fermé leurs portes. Pourtant de nouvelles ambassades ont été créées : Londres, Rome, Prétoria, Tel-Aviv, Stockholm. Vont-elles fonctionner ? Le problème des finances est-il résolu?

### **IMVAHO NSHYA n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994**

**Mettons en garde les extrémistes**

**Mweusi Karake, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 1**

Le génocide perpétré par les milices *Interahamwe* et *Impuzamugambi*, les militaires de la garde présidentielle et les "power" ont favorisé la montée de l'extrémisme. Les extrémistes hutu disent : "*Nous l'avons toujours dit : les Hutu et les Tutsi ne peuvent pas cohabiter*", et les extrémistes tutsi traitent tous les Hutu d'*Interahamwe*. Cet extrémisme n'a pas de raison d'être puisque les violences d'avril ont frappé autant les Tutsi que les Hutu. Les responsables de ces violences doivent être jugés et condamnés mais les innocents ont le droit de vivre en sécurité.

**Le Premier ministre a effectué une visite officielle au Canada et en Belgique**

**Louise Kayibanda, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 2.**

Du 2 au 14 octobre 1994, le Premier ministre rwandais a effectué une visite officielle au Canada et en Belgique. Il voulait expliquer la situation actuelle du Rwanda, demander la reprise des relations du Rwanda avec les deux pays et solliciter l'aide de la Banque Mondiale et des ONG. En Belgique, il a rencontré le Premier ministre zaïrois, M. Kengo wa Ndondo avec qui il a parlé du problème des réfugiés rwandais à Goma et celui des biens de l'Etat rwandais volés par le gouvernement en exil.

**Le Premier ministre s'est rendu au Zaïre : accords pour le retour des réfugiés**

**Hélène Nyirabikari, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 2.**

Le Premier ministre rwandais, M. Faustin Twagiramungu, s'est rendu au Zaïre du 23 au 25 octobre 1994. Il a rencontré son homologue zaïrois ainsi que le Représentant du HCR avec lesquels il a signé des accords relatifs au rapatriement des réfugiés rwandais. Au cours de cette visite, les problèmes des anciens militaires rwandais, des biens de l'Etat rwandais exportés au Zaïre et de l'extradition des auteurs des massacres rwandais ont été abordés.

**Le ministre Ndagijimana s'est enfui avec l'argent du trésor national !**

**Hélène Nyirabikari, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 3.**

Au cours d'une conférence de presse, le 20 octobre 1994, le Premier ministre, M. Faustin Twagiramungu, a confirmé la fuite de M. J.M.V. Ndagijimana qui avait été nommé ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Ce dernier a empoché la somme de 200.000 dollars soit 40 millions de francs rwandais destinés aux ambassades rwandaises des Etats-Unis d'Amérique.

**Les membres du gouvernement " Abatabazi" (Sauveurs) ont emporté 22 milliards Frw**

**Mweusi Karake, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 3.**

Le coffre de la Banque Nationale du Rwanda a été finalement ouvert mais il était vide alors qu'il aurait dû contenir 22 millions de francs rwandais. Le gouvernement en exil a tout emporté même les billets qui n'étaient pas en circulation et que l'on voit apparaître sur le marché.

**J'ai rendu visite aux anciens militaires " Inzirabwoba" à Gako Gorette Uwibambe, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, pages 4 et 5.**

Après la victoire du FPR, 69 officiers et près de 700 sous-officiers de l'ancienne armée rwandaise sont rentrés. Parmi les officiers figurent notamment le colonel Léonidas Rusatira, ancien directeur de l'Ecole Supérieure Militaire, le colonel Marcel Gatsinzi, chef d'état major du 7 au 17 avril 1994 et le major Habyarabatuma. Ils sont actuellement à Gako où ils suivent une formation conjointe avec les officiers du FPR. Ils déclarent qu'ils sont rentrés pour contribuer à la reconstruction du pays d'autant plus qu'ils n'ont participé ni à la préparation ni à l'exécution des massacres.

**Ils se plaignent des prix des taxis**

**Hélène Nyirabikari, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 5**

Avant les événements d'avril 1994, le prix du transport en ville était de 35 Frw. Après la guerre, le prix est monté jusqu'à 100 Frw. Ce tarif n'a plus aucune raison d'être, puisque le coût de l'essence a diminué. La commission technique chargée du problème n'a pas encore pu se réunir mais ses membres souhaitent que le prix soit fixé à 50 Frw.

**L'argent étranger dans la presse rwandaise  
Mweusi Karake, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 5.**

L'organisme "Reporters sans Frontières" ayant son adresse officielle en France a investi beaucoup de dollars dans la presse privée rwandaise. On ne sait pas encore l'intérêt caché de cette aide. La seule condition exigée des journaux qui la reçoivent, est de publier dans leurs numéros le logo de Reporters sans Frontières, de lui envoyer un exemplaire du journal et de s'engager à ne pas publier d'articles axés sur l'ethnisme ou sur une autre forme de ségrégation.

**Point de vue : le deuxième génocide, Jean-Pierre Chrétien, historien français dans "Humanité" du 22 juillet 1994, et traduction en kinyarwanda par Goretti Uwibambe, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, pages 6 et 7**

Un million d'êtres ont péri au Rwanda entre avril et juillet 1994, victimes du régime fasciste et mafieux du président Habyalimana. Un million de réfugiés plongés dans la détresse sont tenus en otages par les successeurs et complices de ce régime. Quelle est la responsabilité de la France dans le drame rwandais ? La Communauté internationale, en particulier la France, a trop longtemps idéalisé le régime de Habyalimana mais n'a pas bronché quand ce même régime a commencé son action macabre. La troupe française intervenue tardivement a toléré l'emprise des milices sur la population et le message négatif de la Radio-Télévision Libre des Mille Collines (RTL). Le gouvernement du président Mitterrand accuse le nouveau pouvoir de Kigali de ne pas tenir compte de la majorité ethnique. Ne sait-il pas que la culture démocratique est anti-raciste ? Les leaders du génocide ne sont pas représentatifs des Hutu. La France doit cesser de les écouter pour voir en face la réalité rwandaise.

**La France au Tribunal  
Dieudonné Sumuni, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre-1 novembre 1994, pages 6 et 7.**

La France doit être jugée au même titre que les auteurs du génocide rwandais. Le livre "*Génocide franco-africain*" qui vient de paraître explique clairement la complicité de François Mitterand et de son fils dans les massacres rwandais. Par ailleurs, les troupes françaises de la Mission Turquoise ont assisté passivement aux tueries et pillages des milices "*Interahamwe*" et "*Impuzamugambi*" dans la région dite "*Zone de Sécurité Humanitaire*". La France devrait reconnaître ses torts et reconstruire au moins les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures détruites dans cette zone. Tous les Français ne sont pas mauvais, mais M. François Mitterand continue sa trahison en donnant asile à des criminels, tel M. J.M.V. Ndagijimana.

**Le bétail du Mutara a besoin de soins**

**Immaculée Mukanyonga, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 8**

Après la victoire militaire du FPR, des réfugiés rwandais de 1959 et de 1973 sont rentrés. Beaucoup d'entre eux sont revenus avec des troupeaux de vaches, mais ces vaches meurent chaque jour, faute de pâturages, de soins vétérinaires ou parce qu'elles sont victimes des bêtes sauvages. Les éleveurs souhaitent que le parc Akagera soit divisé en deux : une réserve destinée au tourisme et une autre pour l'élevage.

**Une Conférence Internationale sur la reconstruction du Rwanda**

**Charles Sembeba, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 8**

Une Conférence Internationale sur la reconstruction du Rwanda a commencé le 22 octobre 1994, à l'Hôtel des Mille Collines. Son ordre du jour contenait les points suivants : réconciliation des Rwandais, conséquences de l'impunité des auteurs des massacres, retour des anciens réfugiés, rentrée des réfugiés récents, problèmes liés à la jeunesse, à l'information et aux handicapés de guerre.

**La ville de Kigali doit être nettoyée**

**Hélène Nyirabikari, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 9**

La ville de Kigali est devenue un amas d'immondices amassées depuis les événements d'avril 1994. La préfecture de la ville de Kigali, chargée de la propreté de cette ville, n'a pas assez de moyens (camions, carburants) pour procéder au nettoyage. Néanmoins les autorités de la préfecture ont sollicité le soutien de l'organisation "Africare" qui a accepté de financer le projet de nettoyage de la ville de Kigali.

**Ce que les fonctionnaires attendent de l'Etat. Le dialogue est une richesse**

**François Murangira, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 10.**

L'ancien régime était caractérisé par l'ethnisme, le clanisme, le régionalisme et l'avidité. Les autorités agissaient dans leur propre intérêt au mépris des intérêts de la population. C'est ainsi que depuis 1980, les salaires des fonctionnaires n'ont pas été majorés alors que le coût de la vie avait augmenté de 106 %. Le nouveau régime veut éviter ces erreurs. C'est dans ce cadre que le ministre de la Fonction publique, M. Alexis Kanyarengwe, a reçu les dirigeants de la CESTRAR. Leur entrevue a porté sur les points suivants : le statut des fonctionnaires, le transport, la formation et le perfectionnement des fonctionnaires, la création des mutualités et des syndicats...

**La Rwandaise dans le deuil et la tristesse**

**Hélène Nyirabikari, Imvaho nshya n° 1048, 26 octobre - 1 novembre 1994, page 11.**

La femme rwandaise souffre de beaucoup de maux : deuil, tristesse, faim et solitude. La veuve rwandaise porte un poids très lourd : elle n'a pas enterré son mari, elle ne sait pas comment récupérer les biens de son mari, elle ne sait pas où réclamer les indemnités sociales... Le cas le plus dramatique est celui des femmes enceintes suites au viol par les *Interahamwe*. La mère rwandaise ne sait plus faire face aux problèmes d'éducation vu les diverses cultures véhiculées par les anciens réfugiés.

**LE MESSAGER - INTUMWA n° 44, 22 octobre 1994**

**Editorial : Nous aussi nous avons cotisé**

**Edouard Mutsinzi, Le Messenger-Intumwa n° 44, 22 octobre 1994, page 2.**

Ceux qui sont rentrés au pays avec le FPR auront beaucoup de difficultés à parler le même langage que ceux qui y étaient. En effet, les premiers se croient tout permis : s'approprier les biens meubles et immeubles des autres, persécuter et faire disparaître les prétendues milices *Intera-hamwe*...Le prétexte qu'ils avancent est d'avoir combattu dans les rangs du FPR ou de lui avoir payé une cotisation. Ils oublient que le combat le plus dur a été mené par les journalistes, les politiciens, les membres des partis d'opposition qui ont affronté la dictature de Habyalimana. La meilleure cotisation est celle de respecter la personne humaine et de donner ainsi une meilleure image du pays.

**Étais-tu au Rwanda lors des événements ?**

**Edouard Mutsinzi, le Messenger - Intumwa n° 44, 22 octobre 1994, page 2.**

"Étais-tu au Rwanda au moment des événements ?" C'est la question qui revient sur la bouche des personnes qui se croisent dans les rues. Le journaliste Edouard Mutsinzi, lui, était au Rwanda. Il s'est d'abord réjoui de la mort de "Kinani" (*l'Invincible*) mais il a vite déchanté en apprenant la chasse à l'homme par les militaires de la garde présidentielle. Lui aussi a été traqué par les milices, se cachant de famille en famille, de buisson en buisson. Finalement, il a atterri à l'Hôtel des Mille Collines d'où il a été évacué par la MINUAR vers la zone contrôlée par le FPR.

**Quand l'Assemblée Nationale sera-t-elle mise en place ?**

**Le Messenger-Intumwa n° 44, 22 octobre 1994, pages 3 à 5**

L'Assemblée Nationale est une institution indispensable à la bonne gestion d'un pays. Tous les pays démocratiques lui reconnaissent son importance. Celle consacrée par les Accords d'Arusha aura entre autres la mission de : contrôler le fonctionnement du gouvernement, élire le président et le vice-président de la Cour Suprême, voter la loi relative au budget en modifiant, si nécessaire, la Constitution. Les dates fixées pour la prestation de serment des députés ont été reportées plus d'une fois (le 19 juillet, le 19 août et le 28 septembre 1994). Ce retard est imputé au FPR et aux partis MDR, PSD, PDC et PL qui n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le partage des 19 sièges dévolus au MRND et à ses acolytes.

**Exclure le MRND, c'est replonger le pays dans la guerre**

**Isaïe Niyoyita, le Messenger-Intumwa n°44, 22 octobre 1994, pages 5 et 6**

L'erreur des politiciens du Rwanda a toujours été de ne pas tirer les leçons de l'histoire. En 1959, au moment de la révolution populaire, plusieurs partis politiques sont nés : le MDR PARMEHUTU, l'UNAR, l'APROSOMA, le RADER et l'AREDETWA. En 1961, le MDR PARMEHUTU a gagné les élections et les nouveaux dirigeants ont exclu les autres partis ; les membres importants de l'UNAR, dont les dirigeants déchus, ont pris le chemin de l'exil. En 1973, le président Habyalimana a fait un coup d'Etat, il a éliminé les politiciens du MDR PARMEHUTU et surveillé leur famille. En 1975, il a institué le parti unique, le MRND. Il croyait avoir tout résolu mais pendant ce temps les exilés préparaient leur attaque. Le Rwanda n'aura pas la paix tant qu'il y aura des nationaux mécontents en dehors de ses frontières. C'est pourquoi il faudrait la reprise rapide des Accords d'Arusha, l'association du MRND au pouvoir, l'intégration des forces armées rwandaises (FAR) dans la nouvelle armée. Mais, il faut juger les responsables du génocide.

**Nous avons fêté la journée de la libération**

**Isaïe Niyoyita, Le Messenger-Intumwa n° 44, 22 octobre 1994, pages 7 et 8.**

Kagame a dit : "*Le nouveau Rwanda n'est pas un pays où les dirigeants conduisent les gens comme un troupeau au pâturage*". Le 1er octobre 1994 a été marqué par des danses, un défilé militaire et des discours des nouveaux dirigeants. Les discours ont essentiellement porté sur le déracinement définitif de la dictature, l'importance du travail, la condamnation des étrangers qui continuent à cultiver l'esprit d'ethnisme sous le couvert des aides.

**Que Cyangugu serve d'exemple aux autres préfectures**

**Le Messenger-Intumwa n°44, 22 octobre 1994, pages 8 à 10**

Le 18 juillet 1994, le gouvernement des assassins traversait la frontière rwando-zaïroise vers Bukavu laissant à Cyangugu ruines et désolation. Le 25 juillet 1994, le major Cyiza et le sous-préfet Munyangabe prirent l'initiative de réunir en comité les intellectuels natifs de Cyangugu pour parer à l'absence de l'administration locale et garantir la sécurité des personnes et des biens. Ils divisèrent la région en trois zones : Nyamasheke, Shangi et Kamembe. Dans son effort pour rassurer la population et empêcher un départ massif vers le Zaïre, le comité de gestion de la Préfecture de Cyangugu a été soutenu par l'opération turquoise des Français. Mais il s'est heurté aux menaces des milices Interahamwe d'une part et à la méfiance du gouvernement de Kigali d'autre part. Heureusement, celui-ci vient de reconnaître son efficacité grâce à la tournée que les membres du gouvernement ont effectuée à Cyangugu.

**M. Faustin Munyazesa, où vis-tu ?**

**Edouard Mutsinzi, Le Messenger-Intumwa n° 44, 22 octobre 1994, page 10**

M. Faustin Munyazesa fut préfet de Byumba de 1987 à 1989, préfet de Gitarama pour un petit temps et ministre de l'Intérieur jusqu'en avril 1994. Il a contribué à la création du journal "*Le Messenger-Intumwa*". Après la mort de *Kinani (L'Invincible)*, il a refusé de faire partie du gouvernement des "*Abatabazi*" (*Sauveurs*). Il aurait trouvé asile à Dakar au Sénégal.

**Le secteur des relations internationales du Rwanda ne fonctionne pas bien**

**Le Messenger-Intumwa n° 44, 22 octobre 1994, pages 11 à 13**

Pendant les vingt ans du règne du président Habyalimana, le secteur des relations internationales a servi essentiellement au tissage de ses liens avec les autres tyrans notamment MM. François Mitterrand (France), Mobutu (Zaire), Eyadema (Togo), Arap Moi (Kenya)... Les diplomates nommés dans les ambassades provenaient principalement de sa région natale (le Bushiru). Cependant, des rumeurs circulent que le clan "*Shiru*" est en train d'être remplacé par le clan *Shi* (Cyangugu) avec la nouvelle nomination des diplomates rwandais. On parle également du remplacement du ministre des Affaires Etrangères, M. J.M.V Ndagijimana, également originaire de Cyangugu, puisqu'il a déserté son ministère emportant une importante somme d'argent en dollars.

**Interview accordée par le ministre Seth Sendashonga  
Edouard Mutsinzi, Le Messenger-intumwa n° 44, 22 octobre  
1994, pages 14 à 16**

L'interview accordée le 20 octobre 1994 par M. Seth Sendashonga, ministre de l'Intérieur, a porté sur le retour des anciens réfugiés, la réintégration des déplacés de guerre dans leurs biens, la sécurité à l'intérieur du pays, la reprise des activités des partis politiques et la mise en place de l'Assemblée nationale. Dans ses déclarations, M. Sendashonga a dit que :

- la réintégration des anciens réfugiés se fera conformément aux Accords d'Arusha ;
- la remise des biens meubles et immeubles aux déplacés de guerre sera faite par une commission créée à cet effet et par les autorités locales ;
- les partis politiques pourront reprendre leurs activités hormis le MRND et la CDR ;
- les conditions de base sont remplies pour que l'Assemblée nationale se mette en place prochainement.

**"L'Inyenzi" Ngurumbe enseigne l'unité et la réconciliation des  
Rwandais  
Justin Mugabo, le Messenger-Intumwa n° 44, 22 octobre 1994,  
pages 17 à 19.**

M. Ngurumbe est un ancien réfugié qui a lutté pour l'unité et l'indépendance du Rwanda à partir des années 1960. Il a 61 ans. Il a vécu en Uganda et au Zaire. Il a été extradé et il vient de passer dix ans dans la prison de Kigali. Dans ses propos, il livre les 6 idées suivantes : la guerre des armes est facile, il reste la guerre des politiciens ; les Rwandais doivent s'unir et se réconcilier pour mieux faire face aux problèmes sociaux, économiques et politiques du pays ; le FPR ne doit pas se complaire dans la victoire, il ne doit pas retomber dans les mêmes erreurs que le clan Habyalimana ; la presse est un quatrième pouvoir, elle doit continuer l'instruction de la population ; la démocratie permet la liberté d'expression, le multipartisme contribuera à ramener la paix au Rwanda ; la justice doit être au service de la population : elle doit punir les malfaiteurs et protéger les innocents.

## **LIBERATION n° 1, octobre 1994**

**Editorial, Anecto Kayitare, Libération n° 1, octobre 1994, page 1.**

Pendant trente ans d'indépendance, le Rwanda a connu plus de vingt ans de bafouement des droits de l'homme par des génocides et des massacres répétés. Les Rwandais nouveaux doivent lancer un défi à l'avenir : instaurer la vraie justice et le respect des droits de l'homme (*article en français*).

**La victoire du FPR est-elle une victoire de toute la Nation rwandaise ?**

**Antoine Kapiteni, Libération n° 1, octobre 1994, page 2.**

Le régime du président Habyalimana s'est caractérisé par l'ethnisme, le régionalisme, le favoritisme, le despotisme et la terreur. Il s'est couronné par un génocide ethnique. Le FPR a remporté la victoire ! Mais est-il à même d'assurer à la population le bien-être moral, social et économique auquel elle aspire ? La victoire du FPR ne pourra s'identifier à la victoire de toute la Nation que si le gouvernement répond à cette aspiration. (*article en français*)

**Le retour au pays natal : un véritable casse-tête**

**J.M.Vianney Makuza, Libération n° 1, octobre 1994, pages 3 et 4.**

Les récents génocide et massacres commis au Rwanda figurent parmi les plus grands crimes de l'histoire. Ils ont provoqué la fuite de 1,5 millions d'habitants s'ajoutant à 1,5 millions d'anciens exilés. Depuis la fin de la guerre, beaucoup d'anciens et de nouveaux réfugiés tentent de rentrer au pays, mais ils se heurtent aux problèmes d'insécurité, de finances. D'autres hésitent à abandonner leurs biens difficilement acquis à l'étranger. En effet, le rapatriement n'est pas organisé et aucune infrastructure d'accueil n'a été mise sur pied. L'Etat rwandais et la Communauté internationale ne devraient-ils pas résoudre ce problème ? (*article en français*)

**La Communauté internationale est-elle prête à appuyer les Rwandais dans leurs efforts de réconciliation nationale ?**

**Anecto Kayitare, Libération n° 1, octobre 1994, page 4.**

Le Rwanda attend beaucoup de la Communauté internationale pour se relever des conséquences de la guerre. Cette Communauté internationale est-elle consciente de ses responsabilités ? Comprend-elle les vrais problèmes du Rwanda qu'elle résume en Hutu et Tutsi ? N'a-t-elle pas assisté

passivement à la préparation et à l'exécution du récent génocide ? Les ONG et le HCR ne freinent-ils pas la réconciliation s'ils n'aident pas au rapatriement rapide et à la réinstallation des réfugiés ?

**L'intelligence se puise,**

**J.M.Vianney Makuza, Libération n° 1, octobre 1994, page 6.**

M. Makuza a rencontré le vieux Nshizirungu, exilé depuis des années. Il n'avait pas pu rentrer au pays car le président Habyalimana contraignait les réfugiés à rester à l'étranger sous prétexte que le Rwanda était trop petit. Pour Nshizirungu, la victoire n'appartient pas au FPR. Elle appartient à Dieu qui n'a pas supporté les injustices commises contre la population par ceux qui devaient la protéger. Tout pouvoir qui pratique la politique de la division et de la cupidité est voué à la destruction. Que le FPR retienne la leçon !

**Recherchons les nôtres,**

**Yvonne Umurungi, Libération n° 1, octobre 1994, page 6.**

Le Rwanda vient de sortir d'une guerre de quatre ans. Cette guerre laisse la désolation : beaucoup de dégâts matériels, beaucoup de pertes en vies humaines, beaucoup d'orphelins. Le journal Libération se propose de répondre aux avis de recherche des familles apparentées aux orphelins et de publier la liste des enfants retrouvés dans l'un ou l'autre orphelinat.

*Une liste de 102 enfants recueillis par les Soeurs de Mère Thérèse de Calcutta à Kigali est publiée aux pages 7 et 8.*

## **LE MONITEUR n° 1, 22-25 octobre 1994**

**Editorial : Le Moniteur n°1, 22-25 octobre 1994, pages 2 et 3.**

Il est nécessaire de lever l'équivoque quant au comportement de l'armée du président Habyalimana et à celui de l'armée du FPR. C'est l'armée de Habyalimana qui a violé les Accords d'Arusha et qui a commencé les massacres. L'armée du FPR s'est bien comportée jusqu'à la libération du pays. Aujourd'hui, on se plaît à accuser cette armée de commettre les exactions. Mais c'est la population qui l'y entraîne, quand elle montre du doigt des miliciens qui n'en sont pas. C'est la faute de la population qui la corrompt pour assouvir des anciennes haines familiales ou ethniques (*article en français*).

**Seule l'histoire sauvera la jeunesse**

**Athar Amani, Le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, pages 4 à 6.**

La majorité de la jeunesse rwandaise tant de l'intérieur du pays que de la diaspora ne pouvait pas accéder à l'instruction. Elle était condamnée à chômer et à vagabonder dans les centres urbains. La sélection des lauréats de fin du cycle primaire était faite suivant des critères régionaux et ethniques. Le patriotisme qu'on apprenait à la jeunesse consistait en la fidélité, la vénération et le dévouement au "*Père de la Nation, Habyalimana*". Il n'est donc pas étonnant que le moment venu, certains ont pris des armes pour éliminer les prétendus ennemis du "*père de la Nation*". Il est plus que temps d'apprendre à la jeunesse rwandaise autre chose que la haine, le tribalisme et le régionalisme (*article en français*).

**Le nouvel ambassadeur de l'Allemagne au Rwanda. Qui est-il ?**

**Le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, pages 7 et 8.**

Le nouvel ambassadeur de l'Allemagne au Rwanda s'appelle Augt Hummel. Il est né à Freistett, le 19 février 1933. Il a derrière lui plusieurs années d'expérience dans la diplomatie. Au moment où il reçoit les journalistes du Moniteur, il n'est pas encore reconnu comme Ambassadeur par le gouvernement de Kigali. Son curriculum vitae est donné aux pages 7 et 8 (*article en français*).

**Un commerçant, M. Kamate, a été tué par des miliciens *Interahamwe* à Goma**

**Le Moniteur n°1, 22-25 octobre 1994, pages 8 à 9**

Des miliciens *Interahamwe* avaient vendu à M. Kamate un des nombreux véhicules qu'ils avaient pillés. Il leur avait donné 1.000 dollars. Un autre commerçant leur a proposé 800 dollars en plus. Les miliciens *Interahamwe* ont capturé le premier acheteur, ils l'ont tué et ont alors récupéré le véhicule.

**Où le président Habyalimana a-t-il été enterré ?**  
**Le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, page 9**

Les proches du président Habyalimana, dont sa femme, disent que celui-ci a été enterré provisoirement à Bagdolite. Il semble qu'il sera enterré définitivement au Rwanda, dans son village natal avec tous les honneurs dignes d'un chef d'Etat.

**Propriétaires de véhicules, soyez humains !**  
**Athar Amani, Le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, pages 10 et 11**

Actuellement, beaucoup de Rwandais, particulièrement les propriétaires de véhicules, montrent peu de considérations pour les militaires. Ils roulent dans des véhicules pillés et oublient que c'est grâce à ces militaires que le pays a été libéré.

**L'ennemi est toujours aux aguets**  
**Le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, page 11**

L'objectif du journal est de produire des articles constructifs. Il n'est pas question d'accepter des textes basés sur des mensonges ou des intrigues. L'ennemi n'attend-il pas la moindre faille ?

**A Bibwe, au Zaïre, les réfugiés appellent au secours !**  
**Le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, page 11**

Selon l'abbé Claver Maya, prêtre de la paroisse de Bibwe, les réfugiés de 1959 sont nombreux à vouloir rentrer au Rwanda. Mais ils se heurtent à une série de problèmes dont les moyens financiers limités, l'hésitation à quitter les biens durement acquis et la peur des miliciens *Interahamwe* qui abondent dans la région de Masisi.

**M. Karera : " Au besoin, les militaires vous aideront"**  
**Karake, le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, pages 12 et 13**

Le 14 octobre 1994, le préfet de Gisenyi, M. Denis Karera, a tenu une réunion avec les habitants de la commune de Rubavu. Les problèmes abordés au cours de cette réunion sont : les assassinats dans la commune, la sécurité constamment menacée par les miliciens venant du Zaïre, le désordre dans certains services publics dû à l'esprit de clientélisme et de tribalisme. Concernant l'attaque éventuelle de l'ancienne armée rwandaise, le préfet a dit à la population : "*organisez-vous en résistance civile, au besoin l'armée vous aidera*"

**Le Swahili est devenu une langue nationale de l'Uganda**  
**Le Moniteur n° 1, 22-25 octobre 1994, pages 1 et 16**

Le Swahili est devenu une langue nationale de l'Uganda après de longues discussions entre parlementaires. Les parlementaires originaires de l'Uganda étaient contre cette décision mais grâce au vote, la majorité de ceux qui étaient pour le Swahili l'a emporté. Le Swahili facilitera les relations entre l'Uganda et les pays limitrophes notamment le Kenya, la Tanzanie, le Zaïre et le Rwanda.

**LE TRIBUN DU PEUPLE n° 34, octobre II 1994**

**Editorial : Chaque société porte son virus d'auto-destruction**  
**Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II**  
**1994, page 2**

Certains Rwandais compliquent la reconstruction du pays par leurs attitudes et leurs agissements. En effet, la nouvelle société rwandaise va vers un nouvel extrémisme ethnique, elle accuse le clientélisme, le désir de s'enrichir vite et sans efforts, l'esprit de vengeance par des arrestations arbitraires. La reconstruction et l'unité nationale ne se réaliseront jamais si les autorités ne prennent pas de mesures fermes.

**Disparition de personnes au Rwanda**  
**Jean Pierre Mugabe, Le tribun du Peuple n° 34, octobre II**  
**1994, pages 3 et 4**

Il devient fréquent que des gens disparaissent mystérieusement et qu'on ne retrouve pas leurs traces. Disparaissent en général ceux qui, soi-disant, n'ont pas donné de cotisation au FPR, les déplacés qui rentrent récupérer leurs biens, les Hutu traités de miliciens "*Interahamwe*" par des extrémistes tutsi. Selon la loi du pays et même en droit international, nul ne devrait être arrêté sans mandat d'amener ou emprisonné sans mandat d'arrêt.

**J'ai rencontré le ministre de la Justice à ce sujet**  
**Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II**  
**pages 4 et 5**

Malgré ses nombreuses occupations, le ministre de la Justice, M. Alphonse Marie Nkubito a bien voulu rencontrer un journaliste du "Le Tribun du Peuple". Ils se sont entretenus principalement sur les problèmes relatifs aux procédures d'arrestation et d'emprisonnement. Le Ministre a déploré le manque de collaboration entre les instances judiciaires et les agents de l'ordre. Cependant, il a dit que des mesures ont été prises : l'établissement de listes des personnes disparues, l'interdiction d'emprisonnement dans des

lieux inconnus et de réquisition sans mandat d'amener, l'appropriation des biens d'autrui... Une liste des personnes disparues a été confiée au service de Sûreté de l'Etat pour recherche. (*Une liste de 21 personnes disparues est publiée à la page 5*).

**Mme Agathe Kanziga et sa suite se sont réfugiés au Gabon  
Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II page 5.**

Un sage a dit : "*Les pays ont des intérêts éternels mais pas d'amis éternels*". C'est ainsi que le gouvernement de M. François Mitterrand, qui était fort lié au régime de M. Habyalimana, a prié la famille de ce dernier de quitter la France et lui a cherché asile au Gabon. Le gouvernement a eu peur de l'opinion publique, des journalistes et des associations des droits de l'homme qui lui reprochaient d'abriter des criminels. La famille Habyalimana se trouve actuellement au Gabon, avec sa suite, dont MM. Ferdinand Nahimana et Séraphin Rwabukumba.

**Les Accords de Paix d'Arusha dans le contexte actuel  
Gervais Dusabemungu, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II  
1994, pages 6 et 7**

Tout le monde avait espéré que les Accords d'Arusha, signés, seraient mis en application sans autre effusion de sang. Mais cela n'a pas été possible. La guerre a repris en avril 1994, le FPR a pris le pouvoir en juillet, le groupe MRND s'est enfui. Le partage du pouvoir a été impossible. Aussi certains articles des Accords d'Arusha sont difficilement applicables à moins d'être actualisés. Il s'agit notamment de la consolidation de l'unité nationale, du programme de démocratisation, du respect des droits de l'homme, du partage du pouvoir, du retour des réfugiés et de la réintégration des déplacés dans leurs biens ainsi que de la fusion des deux armées.

**Tout Hutu n'est pas "*Interahamwe*" et tout Tutsi n'est pas libérateur du pays  
Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II  
1994, pages 8 et 9.**

Il y a quelques mois on condamnait énergiquement la politique régionaliste et ethnique du président Habyalimana, parce qu'on voulait un pays unifié. Actuellement, le Rwanda est entrain de virer vers une nouvelle forme d'extrémisme et de sectarisme. Depuis la victoire militaire du FPR, les extrémistes tutsi croient avoir acquis tous les droits pour profiter du pouvoir et piétiner le reste de la population. Les extrémistes hutu, quant à eux, décrivent que le régime monarchique des Tutsi ne peut plus s'implanter au Rwanda.

*Le journal "Le Tribun du Peuple" publie une liste de 23 ambassadeurs ainsi que du personnel diplomatique rwandais accrédité à l'étranger (pages 9 et 10)*

**Interview accordée par M. Vénuste Karambizi, docteur en Relations Internationales**

**Jean Pierre Mugabe, le Tribun du Peuple n° 34, octobre II 1994, pages 10 et 11.**

Le docteur Vénuste Karambizi est chargé des affaires politiques au ministère des Affaires Etrangères. Il s'est entretenu avec un journaliste du "Le Tribun du peuple" sur les priorités du programme gouvernemental et de la politique extérieure. Selon lui, les priorités de l'action du gouvernement sont : la sécurité, le renforcement de l'appareil judiciaire, la recherche de produits alimentaires de base et l'harmonisation des prix, les salaires des fonctionnaires et des militaires, la nomination des autorités locales, la réouverture des écoles secondaires et supérieures. Il affirme que la diplomatie doit se concentrer sur l'arrestation et le jugement des auteurs du génocide ainsi que sur la recherche des aides pour relever l'économie du pays.

**Les malfaiteurs finissent par être découverts**

**Ntegeno, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II 1994, page 13.**

La Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTL) a été créée au moment où la loi régissant la presse venait d'être signée. Elle a été mise en route par des intellectuels proches de la caste Habyalimana. Son objectif premier était de semer la haine entre les Rwandais. L'on se souviendra que les journalistes de cette radio dont MM. Kantano, Noël Hitimana, Gaspard Gahigi ont encouragé les massacres lors des événements d'avril à juillet 1994. Tous ceux qui ont créé cette radio ou contribué à ses émissions doivent être arrêtés et jugés.

*La liste de 27 initiateurs de la RTL est publiée à la page 12.*

**Les fonctionnaires doivent-ils condamner ou craindre un concours ?**

**Herménégilde Shyaka, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II 1994, pages 13 et 14.**

Le 4 octobre 1994, le Conseil du gouvernement a décidé que les recrutements et les commissionnements se feraient sur concours. Bien que ce soit une bonne idée, certaines personnes ne sont pas contentes d'autant plus que les postes de directeurs généraux, de directeurs, des chefs de division ainsi que les postes politiques seront pourvus sur nomination. Certains pensent même que le FPR veut s'approprié tous les postes importants.

**Missions suicides du gouvernement des assassins accomplies au Zaïre**

**Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II 1994, pages 14 et 15.**

Personne n'ignore les massacres perpétrés par le gouvernement intérimaire actuellement exilé au Zaïre. Pourtant certains pays voisins du Rwanda ont accueilli sur leurs territoires, sans les désarmer, les militaires de l'ancienne armée et les milices "*Interahamwe*". Ils leur permettent de faire des exercices militaires en préparation d'une attaque contre le Rwanda avant l'installation du Tribunal International. Les tueurs espèrent qu'une nouvelle guerre arrêtera les activités dudit tribunal.

***"Si MM. James Gasana, Faustin Munyazesa, Enoch Ruhigira et Dismas Nsengiyaremye n'intègrent pas le gouvernement, rien ne sera possible"***

**Justin Faïda, Le Tribun du Peuple n° 34, octobre II 1994, pages 15 à 17.**

Certaines personnalités politiques européennes refusent de reconnaître le gouvernement de Kigali sous prétexte qu'il n'est pas élargi aux Hutu. Ces personnalités sont notamment M. François Mitterand qui a soutenu le régime dictatorial de Juvénal Habyalimana et formé les auteurs des massacres ainsi que le belge Harroy dont les idées ethniques sont bien connues. Messieurs James Gasana, Faustin Munyazesa, Enoch Ruhigira et Dismas Nsengiyaremye, si protégés qu'ils soient, ne peuvent entrer au gouvernement car ils sont parmi les commanditaires du génocide rwandais.